

KOLÉA (TIPASA)

Une fromagerie dans la tourmente

Des sources concordantes font état d'un important mouvement de contestation et d'un sit-in observé par plusieurs centaines de travailleurs devant l'enceinte d'une usine de fabrication de fromage, sise dans la zone industrielle de Koléa, mégapole située à moins de 50 kilomètres de la capitale.

Des membres de ce mouvement auraient transmis une plateforme de revendications aux confrères représentant les médias nationaux. Dans cette plateforme, ces travailleurs employés dans cette usine de fromage dénommée Fromagerie B., déclarent qu'ils «observent un sit-in depuis plusieurs

semaines, jusqu'à la satisfaction de leurs revendications».

Dans ce cadre, un membre de ce mouvement aurait déclaré à nos confrères que «ce mécontentement fait suite à la décision de l'administration de cette usine de fermer les portes de la fromagerie et après avoir été en justice 17 travailleurs contes-

tataires qui auraient déclaré le syndicat actuel non représentatif, du fait que leur mandat n'est plus en vigueur».

Ces mêmes sources rapportent que «les contestataires mettent à l'index la section syndicale actuelle et demandent de nouvelles élections syndicales».

Notre interlocuteur révèle, en outre, que «devant l'importance des journées de travail perdues, les contestataires demandent l'ouverture des portes de l'usine de fabrication et s'engagent à redoubler d'efforts pour rattraper les jours perdus. Ils demandent,

en outre, la réintégration de tous les travailleurs licenciés pour fait de grève et, enfin, exigent de renouveler la section syndicale».

Ces contestataires ont ainsi formulé une plateforme de revendications dans laquelle ils «prennent à témoin, l'Etat et l'inspection du travail afin d'intervenir en urgence dans ce conflit, en invitant l'administration à dialoguer en vue de trouver des solutions qui préservent l'intérêt des travailleurs et de leur outil de travail».

Larbi Houari

SIDI AMAR

D'importantes infrastructures sportives mises en service

Lors du périple qu'il venait d'effectuer dans la wilaya de Tipasa, hier, M. Mohamed Tahmi, ministre de la Jeunesse et des Sports a procédé à la mise en service de plusieurs infrastructures sportives, notamment la piscine de proximité et la salle spécialisée de basket-ball situées dans la commune de Sidi Amar ainsi que la finalisation d'un stade communal de 2 000 places. Plus loin du site de Sidi Amar, à Hadjout, plus précisément, le

ministre a procédé au lancement d'une salle omnisports d'un coût de 14 milliards de centimes.

La ville de Chaïba a, quant à elle, bénéficié d'un stade communal réhabilité et mis à niveau pour un montant de 12 milliards de centimes suivi en cela par l'affectation d'un budget supplémentaire de près de 4 milliards destiné à cette opération.

Mais au-delà de ces sommes faramineuses affectées aux infrastructures spor-

tives de la wilaya, M. Tahmi a mis l'accent sur la nécessité de réserver ces infrastructures aux jeunes et aux sportifs et ne plus affecter les locaux situés sous les gradins aux commerces.

Toujours dans ce cadre, le ministre a déclaré que des infrastructures sportives de haut niveau feront partie désormais des pôles sportifs qui comptent des spécialités sportives performantes et avérées.

H. L.

BÉJAÏA

Premier jour de campagne électorale sur fond de protestations sociales

Un vent de colère a soufflé, hier, en ce premier jour de campagne électorale pour les prochaines présidentielles, dans plusieurs municipalités de la wilaya de Béjaïa où les populations locales se plaignent de «l'inaction» des pouvoirs publics pour la prise en charge de leurs préoccupations sociales.

Des dizaines d'habitants du village Metchik, relevant de la municipalité de Boudjellil ont procédé, durant la journée d'hier, à la fermeture de la voie ferrée et de la RN5, au niveau du lieudit Aftis Lhedjadj, dans la localité d'Aït Sidi-Braham de la wilaya de

Bordj Bou-Arréridj. Les protestataires réclament la réalisation d'un pont reliant leur village à Aït Sidi-Braham dans la wilaya de Bordj Bou-Arréridj.

Excédés par les «lenteurs» des autorités municipales de la ville de Béjaïa quant au revête-

ment de la route menant vers leur cité, les habitants du village Takouliat ont observé dans la même matinée d'hier, un rassemblement devant le siège de la daïra de Béjaïa pour faire entendre leur voix.

«Notre calvaire dure depuis trois ans. Nos nombreuses démarches effectuées auprès des responsables concernés sont restées vaines à ce jour. A chaque fois, c'est le même son de cloche. Aujourd'hui, nous disons basta aux fausses pro-

messes. La route vers notre cité est impraticable, dans l'indifférence totale des autorités qui tardent à intervenir pour régler le problème», s'insurgent les villageois protestataires.

La rue s'est aussi enflammée à Oued-Ghir où les villageois de Tizi Ouadhou ont cadennassé le siège de leur APC dans la matinée pour crier leur colère et manifester leur ras-le-bol contre «l'exclusion» de leur village du programme RHP en réalisation dans la commune. La même ten-

sion est observée dans la commune d'Ighram. Des villageois ont procédé à la fermeture du siège de l'APC d'Ighram et celui de la daïra d'Akbou pour se plaindre aussi du retard dans la réalisation d'un lycée dans leur municipalité.

Dans la commune de Tinebdar, les citoyens s'insurgent aussi contre le retard criant de plus de quatre ans pour le raccordement de leurs villages au barrage de Tichy-Haf.

A. K.

SATEF

Renouvellement des structures de wilaya et élection de M. Hand-Ouali M'hand au poste de coordinateur

Réuni, samedi dernier, en assemblée générale ordinaire, le conseil de la wilaya de Tizi-Ouzou du Syndicat autonome de l'éducation et de la formation, (Satef) a procédé au renouvellement des structures organiques dont le conseil de wilaya est composé de 25 membres élus. M. Hand-Ouali M'hand a été reconduit par ses pairs, par la voix des urnes, au poste de coordinateur de wilaya.

Ce conclave du doyen du syndicalisme autonome en Algérie s'est déroulé en présence des membres fondateurs de cette organisation syndicale, qui a été fondée en 1989. Ayant longtemps animé la scène de la contestation pour la défense des droits moraux et matériels des travailleurs des secteurs de l'éducation et de la formation, le Satef a dû se résoudre à céder son leadership à d'autres organisations syndicales de la même corporation, suite à des crises récurrentes qui ont traversé ses rangs.

S. A. M.